

JAB  
CH-8031 Zurich  
P.P. / Journal

Poste CH SA

Changements d'adresse:  
GSsA, CP 1515, 8031 Zürich  
gssa@gssa.ch

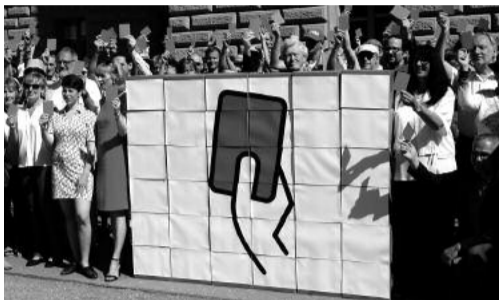
# GSsA

**GSSA JOURNAL N° 129**  
NOVEMBRE 2021

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

### Initiative correctrice

Le Parlement a accepté un contre-projet indirect à l'initiative correctrice qui reprend toutes les revendications fondamentales de l'initiative. L'occasion de se pencher une dernière fois sur ce projet, dans lequel le GSsA a joué un rôle central. PAGE 3



### Afghanistan

Après près de 20 ans de présence continue des troupes étatsuniennes et de l'OTAN, l'intervention militaire en Afghanistan a pris fin l'été dernier. Retour sur cette catastrophe programmée. PAGES 4+5

### Genre et armée

Institution patriarcale par excellence, l'armée véhicule une image de la masculinité extrêmement problématique. Dans le même temps, une proposition de journée d'information obligatoire pour les femmes est sur la table. PAGE 7

# DÉJÀ 60'000 SIGNATURES !

PAGE 2



Fotos: GSsA

Chère lectrice, cher lecteur,

Un désastre sur tous les plans ! Voilà comment nous pourrions résumer l'intervention militaire des Etats-Unis et de l'OTAN en Afghanistan durant près de 20 ans. Nous y consacrerons quatre articles dans cette édition. Nous commencerons par un bref rappel des événements les plus récents, aborderons de façon plus large la question des interventions militaires en nous appuyant sur l'exemple de l'Afghanistan puis nous en viendrons au rôle de la Suisse dans cette guerre dévastatrice. Pour ce faire, nous interrogerons notre militant de longue date Jo Lang sur le militarisme suisse en Afghanistan et aborderons la question des exportations d'armes suisses dans le pays, en particulier celle des PC-12.

Mais l'actualité antimilitariste ne se limite pas au contexte international. En Suisse, les récoltes de signatures pour l'initiative Stop F-35 vont bon train. Nous dirons donc quelques mots de cette phase de récolte de signatures. Nous jetterons également un coup d'œil dans les livres d'histoire, en nous penchant sur l'un des plus gros fiascos de l'histoire militaire suisse : le scandale des Mirage, ainsi qu'au niveau international, en nous intéressant aux résistances qu'a engendré l'achat des F-35 dans plusieurs pays.

Enfin, nous fêtons un succès : celui de l'initiative correctrice. Ainsi, un contre-projet indirect reprenant toutes ses revendications fondamentales a été accepté par le Parlement. Je vous souhaite une agréable lecture et espère que vous aurez du plaisir à découvrir les nombreux autres articles passionnants de cette édition.

Thomas Bruchez,  
au nom de toute l'équipe de rédaction

#### Impressum

**Rédaction :** Thomas Bruchez (tb, responsable), Anja Gada (ag), Jonas Heeb (jh), Saskia Rebsamen (sr), Moritz Lange (ml), Nadia Kuhn (nk), Jonas Kampus (jk), Anna Lindermeier (al), Lukas Bürgi (lb), Andreas Weibel (aw), Adi Feller (af), Oger (og), Pauline Schneider (ps)

**Abonnement :** 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili | **Tirage :** 4'800 exemplaires **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à la licence Creative Commons CC BY-ND-NC 4.0. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

#### RÉCOLTE DE SIGNATURES CONTRE LES F-35

## Pour un crash du F-35

**Le 31 août, nous avons lancé notre initiative contre l'achat des F-35. Grâce à votre soutien massif, nous recevons chaque jour des formulaires de signatures de toute la Suisse. Maintenant, il s'agit de continuer sur cette lancée et de récolter les signatures nécessaires en un temps record. Nous montrerons ainsi au monde politique qu'une grande partie de la population ne veut pas de ces avions inutiles.** ANJA GADA

Attachez vos ceintures, car la récolte de signatures contre l'achat des F-35 se fait à toute vitesse. Véritable épée de Damoclès, la possibilité que le Conseil fédéral démarre dès aujourd'hui le processus d'achat de ces avions de combat a pour effet que cette récolte de signatures n'est pas des plus reposantes. Elle en devient néanmoins particulièrement intéressante. L'intensité de cette phase de récolte de signatures m'a permis de mener toutes sortes de discussions passionnantes au sujet de l'achat de ces avions le week-end dernier. En temps normal, ce genre de discussions n'aurait pas eu lieu. Le témoignage d'une soignante du canton de Zurich m'a particulièrement marquée. Elle lutte depuis des mois avec ses collègues pour de meilleures conditions de travail, plus de ressources et un salaire

plus juste. On l'applaudit, mais on ne l'écoute pas. Sa signature n'est donc pas seulement un signe contre davantage d'armes pour les forces aériennes, mais fait partie de son combat pour que l'argent public soit alloué et investi de telle sorte qu'il augmente le bien-être social – et non pass pour qu'il soit gaspillé pour des jouets dans le budget de l'armée.

C'est ce genre de rencontre qui confirme que moi et toute l'équipe du secrétariat militons et nous engageons tous les jours pour les bonnes causes. Je ne peux donc que vous conseiller de vous armer d'un sous-main, d'un stylo, ainsi que de vos meilleurs arguments pour chercher des personnes dans votre commune qui comprennent à quel point cet achat est insensé et irraisonnable. Nous organisons des journées de récolte natio-

nales, auxquelles vous pourrez bien entendu vous joindre. Il est également tout à fait possible de partir à la chasse aux signatures en solo. S'il vous faut des formulaires de signature, des affiches ou des sous-main, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse [info@stop-f35.ch](mailto:info@stop-f35.ch). Nous avons besoin de vous ! Car, comme vous le savez, il en faut bien plus pour faire crasher un avion de combat que pour le faire décoller.



**Stop F-35 :** Partout en Suisse, nous récoltons des signatures pour l'initiative Stop F-35. Photo : GSsA

#### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

## Résumé de la 40<sup>ème</sup> assemblée générale du GSsA

**Le 3 octobre 2021, le GSsA a tenu sa 40<sup>ème</sup> assemblée générale. Après deux éditions lors desquelles nous ne nous sommes vu-e-s qu'à travers nos écrans, nous avons enfin pu nous revoir comme d'habitude au restaurant Kreuz à Soleure. Malgré la pandémie, l'année dernière a été bien mouvementée. Mais nous nous sommes bien sûr aussi penché-e-s sur ce que l'avenir nous réserve, et donc sur notre prochaine initiative.** JONAS HEEB

Cette année aura été riche en événements : plusieurs votations nationales, de nombreuses actions, la Grève pour l'Avenir, l'initiative correctrice ainsi que d'autres projets et campagnes. Malgré la pandémie, le GSsA a lutté contre le lobby de l'armement, ce qui a été reconnu à la satisfaction générale.

Nous avons fêté les événements passés, mais sans oublier de nous tourner également vers l'avenir. Nous sommes en effet en pleine récolte de signatures pour l'initiative « Stop F-35 ». Celle-ci a été le sujet le plus important de cette AG et grâce à l'aval formel de nos membres, l'initiative est prête à décoller ! Nous avons également réfléchi au nouveau projet auquel le GSsA pourra se consacrer après cette initia-

tive. Nous nous réjouissons de lire vos idées et propositions ! Nous avons été heureux-ses de voir que l'assemblée générale s'est prononcée



**AG :** La 40<sup>ème</sup> assemblée générale du GSsA a à nouveau pu avoir lieu en présentiel. Photo : GSsA

contre l'initiative « pour un Service Citoyen ». Cette initiative renforce l'armée, mène à plus de service forcé et n'est pas compatible avec le pacte de l'ONU sur les droits civils et politiques. C'est pour ces raisons que le GSsA luttera contre ce projet.

En somme, nous avons encore du pain sur la planche et sommes très motivé-e-s à nous engager pour une Suisse pacifique !

#### SONDAGE

## Mais qui est « le GSsA » ?

**Notre organisation compte environ 18'000 membres. Ce sont autant de personnes qui nous permettent, grâce à leur soutien financier et militant, de nous engager durablement contre l'armée et le militarisme. Jusqu'à maintenant, nous ne savions pas vraiment qui étaient ces membres. Un sondage effectué cet été nous a permis d'avoir un meilleur aperçu.** SASKIA REBASMEN

En août, nous avons obtenu à peu près 1'300 réponses en allemand et en français à notre sondage. Nous souhaiterions remercier toutes celles et ceux qui y ont pris part et qui nous ont ainsi permis de mieux connaître nos membres

Environ deux tiers des répondant-e-s s'identifient en tant qu'hommes, un tiers en tant que femmes et 1% à un autre genre. L'âge moyen de nos membres est de 51 ans et à en juger par les lieux de domicile indiqués, ils-elles viennent le plus souvent de villes de moyenne ou grande

taille. La raison principale pour laquelle ils-elles ont rejoint le GSsA reste le mécontentement au sujet de l'armée. Il existe toutefois aussi d'autres raisons, comme l'idéologie pacifiste ou de gauche ou encore l'intérêt pour un des thèmes abordés par notre groupe. Le financement de matériel de guerre est de loin le sujet le plus populaire, suivi par l'abolition de l'armée. Les avis divergent quant à son positionnement en dehors de ces thèmes : certain-e-s souhaitent davantage de « politique intersectionnelle, verte et

moderne », tandis que d'autres demandent que le GSsA soit plus ouvert et qu'il collabore également avec des partis bourgeois.

Nous nous sommes également intéressé-e-s au degré d'activité et de participation de nos membres. Moins de 10% des personnes ayant répondu au sondage sont elles-mêmes actives dans le GSsA. Toutefois, bon nombre d'entre elles aimeraient participer plus activement, 20% des répondant-e-s en Suisse alémanique et même 30% des Romand-e-s. Les participant-e-s au sondage aimeraient être « informé-e-s d'évènements en lien avec la politique de paix » et ils-elles indiquent être très motivé-e-s pour récolter des signatures. Cela nous réjouit particulièrement, notamment en vue de l'initiative F-35 et montre à quel point l'engagement de nos membres est important pour le GSsA.



INITIATIVE CORRECTRICE

## Veni, Vidi, Vici

**Voici comment le GSsA a réussi, avec une coalition de centre-gauche, à profiter au bon moment d'une offensive irréflectée de l'industrie de l'armement pour durcir la loi sur le matériel de guerre et ainsi enfin avoir la possibilité de lancer un référendum contre les assouplissements des règles d'exportations.** MORITZ LANGE

Tout a commencé le 21 juin 2018, le jour du dépôt de l'initiative contre le commerce de guerre et une semaine après une décision lourde de conséquences du Conseil fédéral. Le 15 juin, le Conseil fédéral avait cédé à la pression de l'industrie de l'armement et assoupli l'ordonnance sur le matériel de guerre, rendant ainsi possible l'exportation de ce matériel vers des pays en guerre. Lors de l'apéro organisé après le dépôt de notre initiative, nous avons réfléchi à la possibilité de lancer une « initiative express » en réaction au mécontentement dans la population causé par la décision du Conseil fédéral. Cette initiative aurait permis d'inverser la décision du Conseil fédéral et d'atteindre un but important du GSsA, c'est-à-dire d'inscrire les critères d'exportation dans une loi fédérale contre laquelle un référendum peut être lancé. Cette possibilité a été vivement discutée, car pour qu'une initiative soit acceptée, les votes de la gauche ne suffisent pas, il faut également pourvoir récupérer ceux du centre et de la droite. Nous avons alors décidé d'organiser un rapide sondage parmi les personnes présentes pour convaincre les membres du GSsA qui hésitaient encore ainsi que pour prouver qu'une telle initiative avait des chances d'être acceptée. Nous avons demandé à trois soldats présents par hasard ce qu'ils pensaient des projets du Conseil fédéral. Leur réponse était on ne peut plus claire : exporter du matériel de guerre : oui, l'exporter à des pays en proie à une guerre civile : non. La décision était donc inofficiellement prise : le GSsA allait lancer une initiative express pour contrecarrer les projets du Conseil fédéral et de l'industrie de l'armement.

### CRÉATION D'UNE LARGE COALITION

Nous avons très vite compris que le GSsA ne pourrait pas être le principal groupe derrière cette initiative et qu'il nous faudrait une alliance avec des partis de gauche et du centre. Nous

avons donc mené des discussions avec le PBD et les Vert'libéraux. Le 28 mai 2018, le PBD avait déjà clairement formulé son avis sur la question. Le groupe parlementaire PBD a en effet déposé une motion dans laquelle il demandait au Conseil fédéral de faire marche arrière et d'inscrire les critères d'exportation dans une loi. Le PBD et les Vert'libéraux ont tout de suite accepté de se joindre à nous dans ce combat. Les deux partis partageaient le même avis que les soldats dont nous parlions précédemment, à savoir qu'ils approuvent les exportations de matériel de guerre, mais pas vers des pays en guerre civile. Nous avons bien évidemment également mené des discussions avec le PEV, le PS, les Vert-e-s et des organisations humanitaires, qui nous ont tout de suite soutenu dans notre démarche. C'est ainsi qu'a été constituée la co-présidence de la Coalition contre les exportations d'armes dans les pays en guerre civile.

Nous devons ensuite rédiger aussi rapidement que possible le texte de l'initiative – il s'agissait après tout d'une « initiative express ». Quelques nuits de dur labeur plus tard, le texte était prêt. Il ne nous manquait plus qu'un nom distinctif. Après avoir fait le tour des possibilités, nous sommes revenu-e-s au but premier, qui était de corriger la décision du Conseil fédéral. C'est ainsi qu'est née l'initiative correctrice.

### LE SOUTIEN DE 50'000 PERSONNES

Début septembre, nous avons commencé la phase de « pledge ». La Coalition contre les exportations d'armes dans les pays en guerre civile a lancé un appel : qui serait prêt-e à récolter 4 signatures pour l'initiative correctrice ? Nous avons décidé de lancer l'initiative si au moins 25'000 personnes répondaient à cet appel en l'espace de deux semaines. Une semaine plus tard, 50'000 personnes s'étaient déjà manifestées – il ne restait donc plus aucun obstacle au lancement de l'initiative.

C'est ce que nous avons fait le 11 décembre 2018, six mois seulement après en avoir eu l'idée. Après deux mois, 100'000 personnes avaient signé l'initiative, la transformant en « initiative super-express ».

Après une mise en consultation, l'initiative et un contre-projet indirect étaient prêts à être débattus au Parlement. Le débat qui s'en est suivi nous a fait vivre un ascenseur émotionnel. Dans les coulisses, le GSsA a continué à faire son travail de coordination tandis que les parlementaires ont essayé de créer des alliances avec la gauche et le centre. Une chose est sûre : sans le GSsA, ce succès parlementaire n'aurait pas vu le jour, mais la coalition de centre-gauche a également été essentielle pour l'atteindre. Un facteur important aura été la capacité du GSsA à former des alliances avec différent-e-s

acteurs-trices, tout comme notre décision de ne pas nous mettre sur le devant de la scène, une qualité assez rare en politique. Grâce aux parlementaires membres de la présidence, les président-e-s des groupes parlementaires impliqués et aux membres du secrétariat du GSsA, le Parlement a accepté un contre-projet efficace qui reprend presque toutes les revendications de l'initiative. Désormais, la loi interdit les exportations d'armes dans les pays en guerre civile ainsi que dans les pays qui violent gravement et systématiquement les droits humains. Si d'aventure, les critères d'exportation devaient être assouplis, nous pourrions lancer un référendum.

Nous fêtons une victoire historique pour le GSsA ainsi que pour la politique de paix en général.



Tout s'est joué sur ce vote : en refusant une proposition visant à introduire une exception dangereuse, le Conseil national a suivi le Conseil des Etats et avalisé un contre-projet indirect reprenant toutes les revendications principales de l'initiative correctrice.

POST-SHIPMENT VERIFICATION

## Trop peu et trop tard

**Il s'agit d'un problème lié aux exportations d'armes connu depuis longtemps : du matériel de guerre suisse se retrouve souvent dans des territoires en guerre alors qu'il n'aurait pas dû être livré là-bas. La raison ? Les États qui achètent ces armes les exportent vers des États tiers. Le SECO dispose d'un mécanisme de contrôle pour mettre un frein à cette pratique illégale. Malheureusement, ce mécanisme ne fonctionne pas, notamment parce que le SECO ferme volontiers les yeux.** JONAS HEEB

En principe, un pays qui achète des armes suisses n'a pas le droit de les revendre, de les prêter ou de les donner sans l'autorisation expresse de la Suisse. Ce principe est inscrit dans l'ordonnance sur le matériel de guerre et porte le nom de « déclaration de non-réexportation ». Mais qui contrôle qu'il soit bien respecté ? C'est là qu'intervient la « post-shipment verification » (PSV). Les armes exportées par la Suisse sont contrôlées ultérieurement afin de s'assurer que la déclaration de non-réexportation soit respectée.

### COMMENT CES CONTRÔLES SONT-ILS EFFECTUÉS ?

Comment ce genre de contrôles se déroulent-ils exactement ? Une délégation de fonctionnaires suisses se rend-elle dans le pays importateur pour s'assurer que les armes soient bien là ? Oui, c'est exactement ce qui se passe. La PSV nécessite donc beaucoup de temps et de ressources. Cela signifie que peu d'États qui utilisent des produits de l'industrie suisse de l'armement font l'objet de contrôles. Depuis que la PSV est appliquée, on recense unique-

ment 50 contrôles, un chiffre nettement inférieur aux environ 2500 autorisations d'exportations octroyées chaque année pour du matériel de guerre suisse.

Souvent, la situation sécuritaire d'un pays ne permet même pas de contrôler l'entièreté du matériel. Il est donc possible que les PSV soient effectuées de façon aléatoire ou que certaines armes soient contrôlées à l'aide de photos uniquement. Pour le SECO, cela est suffisant. Dans les États où les contrôles seraient les plus urgents, ceux-ci ne peuvent être entrepris que de façon insuffisante.

### NE SOYEZ PAS TROP STRICT-E-S !

Les contrôleurs-euses de la Confédération se retrouvent donc souvent devant des tas d'armes incomplets. Un rapport du Contrôle fédéral des finances publié en 2018 confirme cela. Ces deux dernières années, on a par exemple recensé des armes manquantes en Bosnie-Herzégovine ou en Malaisie. Ces deux pays ont obtenu un «

bien » après avoir été contrôlés. Au Mexique en 2019, seule la moitié des fusils d'assaut livrés ont pu être contrôlés – une partie d'entre eux uniquement au moyen de photos. Pour la Confédération, cela vaut bien un « suffisant ».

Nous avons des règles très laxistes. Ainsi, nous ne devrions pas nous étonner de découvrir du matériel de guerre suisse dans des zones de conflit. Comme nous l'avons vu, des armes manquantes ne font même pas l'objet de sanctions. Comment pouvons-nous ne serait-ce qu'estimer le nombre réel d'armes manquantes s'il n'y a que 5 à 10 contrôles par an pour 2500 autorisations d'exportation ? Il existe une solution très simple à tous ces problèmes : ne pas exporter de matériel de guerre du tout !

## AFGHANISTAN

AFGHANISTAN : SITUATION ACTUELLE

## L'échec de la « guerre contre le terrorisme »

**Depuis plus de 40 ans, l'Afghanistan est en proie à des conflits armés. L'invasion des troupes de l'OTAN, menées par les États-Unis, en 2001 n'a pas apporté la paix, au contraire : le retrait des troupes montre à quel point les Talibans ont pu se renforcer au cours de l'occupation américaine.** NADIA KUHN

Au cours de l'été, les événements se sont succédé rapidement. Depuis l'annonce officielle du retrait des troupes de l'OTAN le 1er mai, les Talibans ont mené de nombreuses offensives qui leur ont permis d'agrandir fortement leur territoire. Le 15 août 2021, ils ont finalement pris le contrôle de Kaboul. S'en est suivi une panique dans la capitale : des milliers de personnes se sont précipitées à l'aéroport afin d'essayer de quitter le pays par les airs. Les collaborateurs-trices afghans-e-s d'ambassades occidentales, de troupes internationales ou d'ONG avaient peur d'être tué-e-s par les Talibans pour avoir collaboré avec l'ennemi ou pour les avoir trahis. Au lieu de les aider eux-elles ainsi que d'autres personnes particulièrement vulnérables, les gouvernements occidentaux, comme celui de l'Allemagne, ont créé des obstacles administratifs supplémentaires pour l'obtention de visas.

Les médias occidentaux ont souvent attribué l'« échec cuisant de l'armée afghane » à son manque d'équipement ou de volonté. C'est ainsi qu'ils ont expliqué le fort soutien de la population aux Talibans et la rapidité avec laquelle ces derniers ont pu prendre le contrôle du pays. Étonnamment, le point de vue selon lequel ce seraient justement les moyens utilisés par l'Occident pour « lutter contre le terrorisme » qui auraient pu renforcer les Talibans n'est pas souvent pris en

compte. Pourtant, ces moyens douteux ont fait l'objet de recherches et ont été étayés à de maintes reprises : des prisons où les détenu-e-s sont torturé-e-s comme à Bagram, le massacre de participant-e-s à une fête de mariage parce que certaines cibles s'y trouvaient, des enlèvements ou encore des attaques de drones, qui plus d'une fois ont tué les mauvaises personnes.

Le « Nation Building » si souvent évoqué, qui avait pour but d'« exporter » les droits humains et la démocratie en Afghanistan n'était rien de plus qu'une vaste blague, même au niveau institutionnel. Ainsi, les États-Unis ont établi un système présidentiel par la Constitution de 2003. Celui-ci était quasiment tout pouvoir au Parlement et aux partis politiques et permettait au gouvernement d'adopter des lois pendant les vacances parlementaires. Dès le début, les États-Unis ont mis sur les seigneurs de guerre et leurs alliés pour lutter contre les Talibans. En contrepartie, les USA ont fermé les yeux sur les violations des droits humains que ceux-ci commettaient.

La société civile était, est et sera toujours la principale victime de ce conflit, notamment les enfants, les femmes, les minorités ethniques et les personnes queer. Avant la situation d'urgence actuelle, l'un des flux migratoires les plus importants du monde venait déjà d'Afghanistan.

Plus de 2,5 millions de réfugié-e-s afghan-e-s sont recensé-e-s dans le monde. Viennent s'y ajouter environ 4 millions de migrant-e-s afghan-e-s sans papiers. Il est du devoir de la Suisse et d'autres pays occidentaux d'accueillir rapidement et sans obstacles administratifs ces nombreuses personnes vulnérables.

Après près de 20 ans de présence continue des troupes des États-Unis et de l'OTAN, la guerre en Afghanistan a pris fin cet été.



Photo : Cpl. Pete Thibodeau, [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Nowzad\\_3\\_8\\_001.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Nowzad_3_8_001.jpg)

20 ANS DE « GUERRE CONTRE LE TERRORISME »

## « Either you are with us or you are with the terrorists »

**La « guerre contre le terrorisme » aura duré 20 ans et elle a fondamentalement changé le monde, pas seulement la vie en Irak ou en Afghanistan. Aujourd'hui toute personne qui s'engage contre l'hégémonie néocoloniale, patriarcale et néolibérale peut se retrouver visée par les autorités sous prétexte d'être un-e « terroriste potentiel-le ».** JONAS KAMPUS

Lorsque les attaques du 11 septembre ont été perpétrées sur le World Trade Center et le Pentagone, j'avais à peine cinq mois. Neuf jours plus tard, les États-Unis ont déclaré la « guerre contre le terrorisme », mettant ainsi fin à la courte partie de ma vie durant laquelle les États-Unis n'étaient pas en guerre. Cette « guerre contre le terrorisme » m'accompagne depuis. L'annonce de l'exécution de Saddam Hussein a été l'un de mes premiers souvenirs. La mort d'Oussama Ben Laden était le sujet le plus discuté dans la cour de récréation. La montée en puissance de Daesh ainsi que la montée en puissance des partis d'extrême droite qui a suivi m'ont fait frémir de peur. J'ai également été choqué par l'incompétence des États occidentaux face à ces développements.

## DES COÛTS FARAMINEUX ET DES PERTES IMMENSES

Vingt ans après le début de l'opération, les États-Unis ont retiré leurs troupes d'Afghanistan – et moi, je suis les événements pratiquement en temps réel sur Twitter. Les derniers jours de l'évacuation sont en quelque sorte un symbole du terrible bilan que laisse la présence occiden-

de la classe dirigeante occidentale, et des personnes peuvent être emprisonnées des décennies durant dans des conditions inhumaines, et ce sans procès.

## NOUS SOMMES TOUTES ET TOUS DES ENNEMI-E-S POTENTIEL-LE-S

« La guerre contre le terrorisme » ne se limite pas au Moyen-Orient et à des parties de l'Afrique. L'introduction du Patriot Act aux États-Unis et de dispositifs similaires en Europe, notamment la PMT et la nouvelle Loi sur le renseignement (LRens) en Suisse ont fait de notre salon des territoires de guerre. Grâce aux révélations de Snowden, Manning et d'autres lanceurs-euses d'alerte, nous avons aujourd'hui une meilleure idée de l'envergure des interventions occidentales dans le monde, que ce soit par le biais de la violence armée et ou de la surveillance. Le logiciel Palantir est un bon exemple en la matière. Celui-ci a été développé pour recueillir et traiter des données biométriques pendant la guerre en Afghanistan. Aujourd'hui, il est utilisé contre des personnes racisées aux États-Unis. Depuis des années, les polices étatsuniennes ressemblent de plus en plus à des armées. Ainsi les chars et les armes qui avaient été utilisées contre les civil-e-s irakien-ne-s servent aujourd'hui à réprimer violemment les manifestations Black Lives Matter aux États-Unis. Aux frontières européennes, des employé-e-s

## GUERRE SANS LIMITE

L'histoire des États-Unis est pavée d'interventions militaires, d'attentats et de coups d'État dirigés par les services secrets. Mais les siècles d'impérialisme occidental ne sont rien en comparaison de la « guerre contre le terrorisme ». Car celle-ci ne connaît pas de limites spatiales ou temporelles. Après le retrait des troupes d'Afghanistan, la définition très vague de l'ennemi et le manque de stratégie en ce qui concerne la fin de l'intervention ont été vertement critiqués, alors qu'il s'agit là de l'aspect central de cette guerre. En effet, elle peut être étendue à n'importe quelle région du globe sans consultation parlementaire, chacun-e peut devenir l'ennemi

de Frontex, l'agence de garde-frontières qui a beaucoup de similitudes avec une armée, empêchent les réfugié-e-s afghan-e-s d'entrer en Europe en faisant usage de violence ou au moyen de pushbacks. S'ils-elles arrivent néanmoins à passer la frontière, ils-elles sont emprisonné-e-s pendant des années dans des camps de concentration en Grèce.

La « guerre contre le terrorisme » est un moyen tout puissant pour empêcher toute résistance au néocolonialisme, au patriarcat, à la destruction du climat ou à l'exploitation capitaliste. Cette guerre n'est terminée. Le but fixé en Afghanistan n'a peut-être pas été atteint, mais la « war on terror » gagne du terrain dans le reste du monde.

George Bush disait que l'on pouvait qu'être soit de son côté, soit de celui des terroristes – une rhétorique dans laquelle on ne doit en aucun cas entrer. Car tant des groupes comme Daesh ou Al-Qaïda que l'OTAN ou encore l'industrie de l'armement seront intéressés à ce que cette « guerre contre le terrorisme » continue, ils pourront continuer à recruter des jeunes prêt-e-s à se massacrer entre eux, augmenter les budgets de la défense, produire des armes et renforcer les mesures de surveillance. La seule solution contre cela est de s'opposer systématiquement à tous nouveaux PMT, LRens, assouplissements de la loi sur le matériel de guerre ou achat de nouveaux avions de combat.

INTERVIEW

## Le GSsA et le militarisme suisse en Afghanistan – entretien avec Jo Lang

**Josef (Jo) Lang est historien, membre du comité du GSsA et ancien conseiller national de l'« Alternative – die Grünen » pour le canton de Zoug de 2003 à 2011. Il nous parlera de son voyage en Afghanistan au cours duquel il a pu voir les conséquences de la longue intervention militaire dans le pays. Il abordera également la question de l'opinion publique en Suisse pendant la « guerre contre le terrorisme » ainsi que le rôle du GSsA lors de la décision sur le statut de la Suisse dans cette guerre.** ANNA LINDERMEIER

— *Tu t'es rendu en Afghanistan en 2006. Quelle impression les conséquences de l'intervention militaire, c'est-à-dire l'invasion par l'Union soviétique en 1979 et en 2001 par les troupes de l'OTAN, t'ont-elles laissée ?*

Ce qui m'est resté ce sont les milliers de tombes dans tout le pays, ornés de drapeaux verts, les centaines d'épaves de chars russes brûlés et le tunnel détruit de Salang, que nous avons emprunté pour nous rendre de Kaboul à Mazar-i-Sharif.

— *Qu'est-ce qui t'a le plus touché ?*

Je me souviens tout particulièrement de la gentillesse des gens, de la magnifique mosquée bleue de Mazar-i-Sharif, mais aussi des nombreuses femmes en burqa dans les fiefs des Talibans. J'ai également remarqué que les gens attendaient beaucoup de la Suisse. Ces attentes étaient exclusivement de nature non-militaire et concernaient, par exemple, l'orthopédie, la formation professionnelle et les aspects pratiques du fédéralisme. La population savait que la Suisse est, elle aussi, un pays montagneux diversifié sur le plan ethnique et confessionnel. Les Afghans s'y orientent donc jusqu'à un certain point.

— *Quel a été le rôle de la Suisse durant la première invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique ?*

L'opposition à l'invasion était unanime. La gauche craignait, à raison, une escalade de la guerre froide. La Suisse a joué un rôle tout

particulier en 1982. Elle s'est proposée comme « partie neutre » lors d'un échange de prisonniers entre Moudjahidines et soldats russes et a accueilli des soldats russes. Ces onze membres de l'armée rouge sont entrés dans l'histoire sous le nom de « Russes du Zugerberg ». Ils étaient internés dans l'ancienne prison militaire sur les hauts de Zoug.

— *Quelle était l'avis de l'opinion publique en Suisse après les attaques du 11 septembre et la « guerre contre le terrorisme » qui s'en est suivie ?*

Ces attaques ont choqué la plupart des gens. Une grande partie de la population était déconcertée par la réaction des États-Unis, qui était d'entrer en guerre. Toutefois, notre manifestation à ce propos en décembre 2001 n'a rassemblé que 3000 personnes. Un an plus tard, deux rassemblements avec 40'000 participant-e-s chacun ont eu lieu sur la Place fédérale contre l'intervention en Irak. Cela montre bien un changement d'opinion en Suisse entre fin 2001 et printemps 2003. À partir de ce moment-là, les avis ont changé au sein de la gauche également. Jusqu'au printemps 2003, le GSsA appartenait à la minorité qui refusait les interventions militaires à l'étranger. Ensuite, une majorité s'est rangée de cet avis. C'est pour cela qu'après 2003, l'armée suisse n'est pas allée plus loin que le Kosovo.

— *Entre 2005 et 2007, le Conseil fédéral avait l'intention de déployer des soldats au nord de l'Afghanistan. Qui soutenait ce projet ?*

La Suisse était mise sous forte pression par l'OTAN, qui voulait qu'elle soit davantage présente en Afghanistan. Il s'agissait moins de présence militaire, mais plutôt de se donner un air neutre et humanitaire. Quatre groupes ont soutenu l'envoi d'une petite troupe en Afghanistan : le Conseil fédéral, une partie de l'État-major de l'armée, la délégation parlementaire suisse auprès de l'assemblée parlementaire de l'OTAN (qui était composée d'un membre de l'UDC, du PDC, du PS et du PLR), ainsi que la commission extraparlamentaire de la PSO (Peace-Support-Operation).

— *Comment le GSsA a-t-il lutté contre cela ?*

Nous avons axé notre stratégie sur une proposition du Conseil fédéral avec décision du Parlement. Afin d'éviter un déploiement, nous devons savoir une majorité de gauche derrière nous, c'est-à-dire une grande majorité des Verts et au moins un tiers du PS. Nous avons publié des communiqués de presse et avons accepté des résolutions. En tant que membre du GSsA au Conseil national, j'ai déposé un certain nombre d'interventions parlementaires. Ma contribution la plus importante aura toutefois été mon voyage en Afghanistan. Albert Stahel, le guide de voyage, haut gradé et professeur dans une académie militaire m'avait dit : « Si vous voulez rallier la majorité de la gauche à votre cause, vous devez venir en Afghanistan avec moi. »

— *Quelles auraient été les conséquences pour la Suisse si le GSsA n'avait pas empêché une intervention militaire ?*

Elles auraient été catastrophiques. Le 4 septembre 2009, l'armée de l'air américaine a bombardé un camion-citerne qui était resté bloqué dans le sable à Kunduz. Les ordres venaient de la Bundeswehr allemande. Plus de cent personnes qui étaient venues pour récupérer un peu



Jo Lang. Photo: XY

d'essence ont péri dans l'incendie. Parmi les victimes se trouvaient de nombreux enfants. La Suisse aurait également été sous les ordres de l'armée allemande, ce qui aurait signifié qu'elle aurait dû porter les conséquences de ces attaques.

— *Quelles sont pour toi les leçons que la Suisse peut tirer de la situation en Afghanistan ?*

La Suisse a eu énormément de chance de ne pas avoir été directement impliquée dans la catastrophe afghane, si l'on exclut les PC-12. Ma visite en Afghanistan avait bien entendu pour but d'empêcher une opération militaire, mais elle en avait également un autre : développer la solidarité civile. Le 31 octobre 2006, notre délégation a inauguré le « House of Science » à Bamiyan. C'était un cadeau de l'EPFZ à la ville pour le 150e anniversaire de l'institution suisse. Notre slogan était : « De la solidarité, pas des soldats ! »

La situation en Afghanistan montre une bonne fois pour toutes que la Suisse ne devrait pas mener d'opérations militaires à l'étranger.

DES PILATUS EN AFGHANISTAN

## Exporter des armes coûte que coûte

**Après le retrait précipité des troupes américaines d'Afghanistan, au moins un avion de combat suisse se trouve désormais entre les mains des Talibans. Cinq autres ont complètement disparu. Les exportations n'ont pas été contrôlées.** LUKAS BÜRGI

L'armée américaine a acheté 18 PC-12 de type « Spectre » du producteur suisse Pilatus pour les utiliser dans la guerre en Afghanistan. Les avions de combat ont été modifiés pour les besoins de missions militaires spéciales. Les États-Unis ont davantage armé les jets et les ont soit laissés à l'armée afghane soit utilisés eux-mêmes. Les détails techniques exacts de ces avions ne sont pas connus, mais l'entreprise qui a été mandatée pour les ajouts est spécialisée dans les domaines de la guerre électronique, des systèmes de capteurs et d'information. On peut donc partir du principe que ces PC-12 ont joué un rôle important dans la coordination et le soutien de toutes sortes de combats. L'importance de ce rôle est soulignée par le décernement du Mackay Trophy, une prestigieuse distinction, au vol d'un PC-12 dans le cadre d'une opération autour de Ghazni, lors de laquelle une attaque aérienne probablement menée par les États-Unis a notamment tué des enfants.

Ce type d'exportations n'a rien d'extraordinaire en Suisse. Elles se font souvent sans contrôle étatique car ces biens sont classés officiellement comme étant des biens « civils ». En vérité, ils sont exportés dans le seul but d'être transformés en machines de guerre à l'étranger avant d'être livrés à des pays auxquels la Suisse n'aurait pas le droit de livrer du matériel de guerre. Ironiquement, ce n'est que grâce aux lois étatsuniennes sur la transparence que nous avons eu vent de ces exportations.

La Confédération est maîtresse dans l'art de faire croire à la population avant une votation que la Suisse est parmi les pays les plus stricts en ce qui concerne les restrictions d'exportation, pour ensuite profiter pleinement des lacunes bien cachées dans ses lois. La Suisse exporte donc du matériel de guerre à des pays qui violent gravement et systématiquement les droits humains en prétendant que ledit matériel ne serait pas utilisé pour perpétrer des atteintes aux droits



Le PC-12 : un avion civil selon la Confédération - utilisé dans la guerre d'Afghanistan dans les faits. Photo : Air Force Special Operations Command, [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:PC-12\\_take\\_off.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:PC-12_take_off.jpg)

humains. Du matériel est catégorisé comme bien militaire spécifique et exporté avec peu de transparence et de contrôle. Les règles sont encore moins strictes pour les biens à double usage, qui peuvent être utilisés à des fins tant civiles que militaires. Toutefois, pour l'admini-

stration fédérale, les PC-12 modifiés pour être utilisés dans des opérations militaires et connus sous le nom sympathique de « Spectre » (mauvais esprit, en anglais) ne font même pas partie des biens à double usage – ils constituent tout simplement des biens « civils ».

# INITIATIVE STOP F-35

INTERNATIONAL

## L'avion à problèmes le plus cher du monde

**Explosions de coûts, pannes, espionnage : nombreuses sont les raisons de critiquer le F-35. Ces avis négatifs ne viennent pas uniquement de la Suisse, mais également d'autres acheteurs (potentiels). Voici une vue d'ensemble.** ANDREAS WEIBEL

Les coûts astronomiques et les problèmes techniques des F-35 provoquent critiques et opposition dans les pays qui les ont achetés.

### CANADA

Justin Trudeau est devenu Premier ministre en 2015, notamment grâce à sa promesse d'empêcher l'achat des F-35. Selon lui, le Canada n'a pas besoin d'« avions furtifs pouvant mener des frappes aériennes ». Il préférerait « acheter un modèle d'avion moins cher qui correspondrait mieux aux besoins du Canada en matière de défense ». Trudeau a tenu parole : son gouvernement a suspendu le projet d'achat et a préféré opter pour une douzaine de F/A-18 utilisés auparavant par l'armée de l'air australienne.

### FINLANDE

La Finlande décidera dans les prochains mois si elle veut miser sur le F-35 ou sur un autre modèle d'avion. Selon le résultat d'un sondage représentatif, seuls 45% de la population soutiennent l'achat de nouveaux avions. Notons que la Finlande est dans une situation bien différente de celle de la Suisse en ce qui concerne la politique de défense, notamment à cause de sa longue frontière avec la Russie. Les organisations Sadankomitea et Rauhanliitto, des partenaires du GSSA, mènent l'opposition contre les avions de combat. Pour ce faire, elles utilisent des avions en papier fabriqués à partir de billets de banque, une idée qui ne nous est pas tout à fait inconnue.

### ITALIE

L'achat des F-35 aura été un sujet brûlant de la politique italienne presque une décennie durant. Les avions de combat ont notamment fait

l'objet d'une dispute entre la Lega et le Mouvement cinq étoiles (M5S), anciens partenaires de coalition. Dans sa campagne électorale, le M5S s'était d'abord clairement opposé à l'achat de nouveaux avions avant de changer d'avis en 2019.

### DANEMARK

L'année dernière, la télévision danoise a révélé que les services secrets américains avaient espionné les téléphones mobiles de membres du gouvernement et de l'industrie de l'armement danois avant la prise de décision quant au modèle à acquérir. Le but des services de renseignement était d'obtenir des informations sur l'évaluation. Les Danois-e-s étaient choqué-e-s, surtout parce que leur pays fait partie de l'OTAN.

### NORVÈGE

La Norvège fait face à un problème bien particulier : en cas de vent ou de neige, le F-35 a besoin d'un parachute de freinage pour pouvoir s'arrêter à temps. Toutefois, ce parachute ne fonctionne souvent pas lorsque les températures sont trop basses. Ce problème pourrait également être thématiqué en Suisse.

### BELGIQUE

Les coûts élevés des F-35 sont l'un des aspects les plus critiqués en Belgique. Les coûts d'exploitation sont notamment beaucoup plus élevés que prévu. En effet, les F-35 ne coûtent pas un tiers de plus que les anciens F-16 mais bien le double.

### PAYS-BAS

Les coûts élevés ont eu pour conséquence que les Pays-Bas n'achètent que la moitié du nombre d'avions de combat initialement prévu.

Les Néerlandais-e-s sont quelque peu interloqué-e-s par le fait que les F-35 néerlandais continuent à être stationnés non pas aux Pays-Bas, mais aux États-Unis, et ce pour faciliter la formation des pilotes. Cela ne doit toutefois pas décevoir tout le monde, car la pollution sonore engendrée par les F-35 est un sujet souvent discuté aux Pays-Bas. L'organisation Campagne tegen Wapenhandel a également soulevé un autre problème dans un rapport : ce n'est pas uniquement par le biais de leurs produits que des entreprises

comme Lockheed Martin nuisent à la collectivité. Elles sont en effet également des championnes de l'optimisation fiscale, privant ainsi l'État de moyens dont il aurait fortement besoin.

### ÉTATS-UNIS

Aux États-Unis, les critiques contre les F-35 viennent de l'armée elle-même. Même parmi les plus haut gradé-e-s, on dit que ces avions de combat ne sont de loin pas assez fiables et trop chers pour être utilisés pour des missions de police aérienne. Les critiques fusent alors que les F-35 font partie du plus grand programme d'armement de l'histoire.

En plus d'être inutile, le F-35 est un avion à problèmes. Mais avant qu'il puisse engendrer des scandales en Suisse, nous lui ferons mordre la poussière. (Action de lancement de l'initiative Stop F-35). Photo : GSSA



ACHAT DE NOUVEAUX AVIONS DE COMBAT

## Le prochain scandale nous attend au tournant

**Les précédentes acquisitions d'avions de combat ont souvent été accompagnées de scandales. Cela pourrait également se produire dans le cas des F-35.** ADI FELLER

Il aura marqué toute une génération et a des répercussions aujourd'hui encore : l'achat des Mirage, produits par l'entreprise d'armement française Dassault, à partir de 1961. Le Parlement avait donné son aval pour l'achat de 100 avions pour 870 millions de francs. En 1964, toutefois, le Conseil fédéral a fait une demande de crédit supplémentaire de 676 millions, qui a été refusée par le Parlement. Afin de limiter les coûts, ce sont finalement 57, et non 100 avions, qui ont été commandés. Ce scandale sera à l'origine de la création de la première commission d'enquête parlementaire, qui avait pour but de découvrir ce qui s'était passé. Voici ce qu'elle a révélé : il y avait eu tromperie sur les coûts, qui étaient plus élevés qu'indiqué au début du processus d'achat. De plus, l'armée voulait que les avions disposent de fonctionnalités supplémentaires, ce qui a considérablement augmenté les

coûts. En effet, les avions auraient dû être en mesure d'atteindre le double de la vitesse du son et être en mesure de « voler jusqu'à Moscou avec des bombes atomiques », comme l'avait indiqué le chef de l'armée de l'air de l'époque. Heureusement, tout cela est resté dans le domaine de la théorie. Des « helvétisations » telles que le remplacement du radar ont également fait augmenter les coûts. Les projets d'acquisition complètement surdimensionnés étaient donc déjà un problème à l'époque. Finalement, les responsables ont retrouvé un peu d'humilité en se rabattant sur les F-5 Tiger, le bestseller américain pour les pays du Tiers monde. L'achat d'armement n'est pas une mince affaire et les modifications nationales peuvent avoir leurs inconvénients. La Suisse l'a appris à ses dépens avec le PC-16 qui s'est écrasé dans le Lac de Constance ou le Char 68. L'achat de matériel

étranger n'est néanmoins pas nécessairement exempt de problèmes non plus, car le marché de l'armement est surtout fait de promesses en l'air.

### GRIPEN : LE SCANDALE ÉVITÉ

En 2014, lors de la campagne de votations sur l'achat de 22 Gripen pour le prix de 3,124 milliards (et des coûts totaux de 10 milliards sur toute leur durée de vie), le producteur Saab s'est engagé sur le délai de livraison. Dans le livret de votations, il était écrit que les Gripen E seraient « livrés à partir de novembre 2018 ». Si l'on en croit le producteur, armasuisse, ainsi que les promesses faites par le Conseil fédéral, les avions auraient, pour la plupart, dû être livrés en 2021. Aujourd'hui, près de quatre ans après le début de la période de livraison prévue pour la Suisse, la Suède a obtenu quatre Gripen E (en plus de quatre avions test). Le Brésil, qui a remplacé la Suisse dans le programme d'achat, n'en reçu qu'un seul. En parallèle, les avions continuent d'être testés, notamment leurs éléments de base

comme les canons. Ces jets ne sont donc pas prêts pour la production en série. Lors de la mise au concours actuelle de l'armée de l'air, le Gripen E n'a pas pu être présenté – ou plutôt, le producteur a dû retirer le dossier de candidature – car, selon armasuisse, il ne correspondait pas aux critères et n'est pas encore entièrement développé. C'est bien normal – et ce sont exactement les arguments que les opposant-e-s à l'achat avaient avancés en 2014. À l'époque ce sont ces avions que les « expert-e-s » d'armasuisse et ensuite le Conseil fédéral avaient conseillés à la population. Nous avons donc épargné pas mal de retard et de problèmes au DDPS.

Il ne semble toutefois pas que les responsables des acquisitions aient appris de leurs erreurs. Ainsi, ils continuent de croire ce que Lockheed Martin, l'entreprise américaine qui construit le F-35, leur raconte. Et ce même compte tenu des informations régulièrement mises à jour du Government Accountability Office et d'acteurs de la société civile tels que le Project on Government Oversight (POG) qui révèlent les défauts et les coûts astronomiques de la production des F-35.



ARMÉE ARRIÉRÉE

## Vision de la masculinité et féminisme dans l'armée suisse

**Dans cet article, je souhaite mettre en lumière quelques problèmes et réalités quant à la vision de la masculinité et du féminisme véhiculés par l'armée. Je reviendrai sur quelques situations qui m'ont choqué lorsque j'étais à l'armée. Il est grand temps de changer les structures arriérées de l'armée.** FELIX KUHN

Malheureusement, j'ai décidé de rejoindre le service sanitaire de l'armée après le recrutement. À peine avais-je entamé l'école de recrue que je trouvais cela horrible. Au cours des premières semaines, on nous a appris un moyen mnémotechnique pour nous rappeler comment manipuler une arme, c'est-à-dire la charger, la décharger etc. Ces différentes opérations nous étaient décrites comme les étapes d'un viol. Sortir le chargeur correspondait à déshabiller la victime. Contrôler le canon pour s'assurer qu'il n'y avait plus de projectile avant de refermer ce compartiment avec force était l'équivalent de violence physique sexuelle (p.ex. une gifle). Je ne pense pas devoir donner plus de détails...

Quelques semaines plus tard, mon unité, composée d'environ 30 hommes, s'est rendue au stand de tir pour s'entraîner. Une moitié du groupe, dont je faisais partie, était couchée par terre pour un exercice où le tireur devait décider par lui-même quand il voulait tirer. Nos supérieurs faisaient les cent pas derrière nous

et nous racontaient des histoires sans queue ni tête qui étaient pour la plupart sexistes ou racistes. La quatrième histoire m'a profondément choqué. Notre supérieur nous a demandé en criant de nous imaginer la scène suivante : nous rentrons chez nous avec notre arme samedi matin et retrouvons notre copine au lit avec un autre homme. « Comment réagissez-vous » nous a-t-il demandé. Tout le monde a choisi de tirer, sauf deux autres et moi. La réaction de notre supérieur ? Il nous a crié dessus et nous a demandé pourquoi nous n'avions pas tiré. Il nous a ordonné de tirer, ce que nous n'avons pas fait. Cette histoire m'a poursuivi encore longtemps et m'a médusé – que se passe-t-il au juste dans l'armée ? Quelques semaines après cet incident, les deux autres qui n'avaient pas tiré non plus avaient quitté l'armée pour rejoindre le service civil. Moi, je suis resté, malheureusement.

J'ai effectué mon premier cours de répétition à l'hôpital militaire d'Andermatt. Là, j'ai rencontré un autre ambulancier qui m'a confié

qu'il était gay. C'était son dernier cours de répétition. Toutes ces années durant, il n'avait jamais osé en parler dans l'armée de peur qu'on se moque de lui ou qu'on le harcèle. Après ce cours de répétition, j'ai décidé de faire le service civil. À l'école de recrues, l'idée de changer l'armée de l'intérieur avait germé – mais je devais me rendre à l'évidence : j'avais échoué. J'ai donc quitté l'armée pour le service civil et j'ai, peu après, rejoint le GSSA, afin de changer l'armée de l'extérieur.

Le féminisme est un sujet important pour moi et je suis d'avis que, aujourd'hui, c'est aux hommes de porter le féminisme. Depuis longtemps, l'image de la masculinité ne change que très lentement. Celle de la féminité, au contraire, a connu d'importants changements dans de nombreux endroits. Beaucoup d'hommes se distancent des qualités que l'on attribue souvent aux femmes, comme la tendresse, l'empathie ou la sollicitude. C'est ainsi que se construit cette image de la masculinité qui dénigre les qualités « féminines ». Nombreux sont les hommes à qui on a déjà dit de ne pas pleurer comme des fillettes. Ainsi, on veut séparer le fait de pleurer de ce qui fait un homme. En même temps, on suggère aux hommes qu'ils sont supérieurs aux femmes. Ce qui en résulte est une image que de

nombreuses personnes remettent aujourd'hui en question : la force, le pouvoir et la dureté se manifestent souvent par l'absence d'émotions, le sexisme, la misogynie ou la violence. Il me semble problématique d'envoyer des jeunes encore malléables dans un « camp obligatoire » de deux mois pour les gaver d'images fausement patriotiques, racistes et sexistes voire misogynes, leur apprendre à tuer, avant de les relâcher dans la société civile. Mes expériences m'ont montré que l'image de la masculinité dans l'armée – et la vision misogyne et sexiste des femmes qui va avec – est plus que douteuse. Si nous voulons faire avancer notre société, si nous voulons atteindre l'égalité, l'égalité de traitement, une réduction de la violence et une vision de la masculinité plus naturelle et mieux adaptée à notre époque, nous devons commencer là où nous atteindrons une grande partie de la population. En Suisse ces endroits sont tous les lieux de formation ainsi que l'armée (pour l'instant encore). Nous avons absolument besoin de plus d'éducation en ce qui concerne le langage et les rôles de genre. Je vois deux alternatives pour l'avenir de l'armée en Suisse : soit elle règle rapidement les problèmes cités plus haut, soit c'est la Suisse qui règlera le problème de l'armée en l'abolissant.



FEMMES ET ARMÉE

## Une journée obligatoire

**Depuis maintenant quelques années, la place des femmes dans l'armée suisse questionne, et spécialement depuis que Viola Amherd, en charge du DDPS (Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports) s'est fixé comme objectif d'augmenter la part de femmes présente dans l'armée.** PAULINE SCHNEIDER

Au début de cette année, Viola Amherd a proposé un ensemble de mesures destinées à augmenter le nombre de femmes dans l'armée, par le biais de la campagne « La sécurité est aussi une affaire de femmes », en voulant leur permettre une meilleure conciliation entre vie privée et service militaire.

Dans la continuité de cette proposition du DDPS, c'est au mois de juin de cette année qu'un postulat de Stefanie Heimgartner a été traité au Conseil national. Ledit postulat demande au Conseil fédéral un rapport sur la possibilité de

rendre obligatoire la journée d'orientation de l'Armée suisse pour toutes les Suissesses, et donc de modifier en ce sens la Constitution. Proposition que le Conseil fédéral soutient, et sur laquelle il dit se pencher, cela pouvant être un catalyseur pour augmenter le nombre de femmes qui ensuite pourraient s'engager et ainsi porter la part des femmes au sein de l'armée au-delà des 0,8% actuels. Pourtant l'idée n'est pas nouvelle : en 2017 déjà, Guy Parmelin alors ministre de la Défense avait fait une proposition similaire, qui n'avait pas eu de suite à l'époque.

### UNE ÉGALITÉ SUR MESURE

Les partisan-e-s de cette proposition utilisent plusieurs arguments, le premier étant que cela s'inscrirait dans un contexte « où il est sans cesse question d'égalité des sexes et d'égalité de traitement ». Outre l'ironie d'un tel argument venant du parti agrarien, cela revient tout simplement à prendre un problème dans le mauvais sens. L'égalité ne se fait pas en apprenant la guerre, mais dans toutes les sphères de la société, en éduquant et en investissant dans des programmes de prévention contre le sexisme.

De plus, il ne fait aucun doute que l'armée n'est en aucun cas un lieu où la lutte contre le sexisme est au centre des préoccupations. Même si les chiffres des violences sexuelles dans l'armée suisse ne sont pas nombreux, plusieurs dénonciations et condamnations de comportements abusifs ont été signalés et nombreuses sont les femmes à avoir dénoncé harcèlement et com-

portements abusifs dans les casernes. Ces comportements sont encore les reflets d'une société qui n'est pas égalitaire, même s'ils sont exacerbés dans un contexte militaire où l'on retrouve toutes les composantes de la masculinité toxique.

Vouloir d'une société plus égalitaire ne passe pas par forcer les femmes à participer à une journée d'information, cela passe par des condamnations systématiques de tous les actes de violences sexistes, et une égalité de traitement sur tous les autres plans de la société. Les forcer à participer à cette journée dans le but de les faire intégrer l'armée revient à se tromper complètement de problème, et de facto de solution. Tant que l'égalité entre hommes et femmes n'est réellement appliquée dans les faits, nous ne pouvons pas accepter la moindre obligation pour les femmes de s'impliquer dans l'armée. À la place, continuons à nous battre pour une abolition de cette dernière.

## LA DERNIÈRE

WELCOME/GOODBYE

## Merci Nadia et bienvenue Lukas !

**Après deux années passées dans l'équipe du secrétariat, Nadia Kuhn nous quitte pour pouvoir se consacrer à ses études. Nous avons le plaisir d'accueillir Lukas Bürgi au secrétariat de Zurich.** JONAS KAMPUS UND ANJA GADA

**Nadia Kuhn** commencera des études de sciences de l'environnement à l'EPFZ cet automne. Elle ne pourrait que difficilement concilier ses études et son travail au GSSA. C'est pour cela que nous devons malheureusement lui dire au revoir. Au cours de ses deux années de travail pour l'antimilitarisme et un monde plus pacifique, Nadia a marqué un certain nombre de campagnes, notamment celle contre le commerce de guerre et celle contre la MPT, où elle a œuvré quasiment toute seule. Elle a toujours eu une perspective intersectionnelle, surtout en ce qui concerne les thèmes en lien avec le féminisme

et le climat. Quel que soit le sujet, Nadia connaît ses dossiers. Elle dispose également de connaissances poussées sur la faune, qu'il s'agisse de pandas ou d'octopodes – d'où son choix de discipline à l'EPFZ, probablement. Chère camarade, nous te souhaitons beaucoup de succès. Toute bonne cause peut s'estimer heureuse de t'avoir comme défenseuse. Un grand merci pour ton engagement au sein du GSSA !

Le secrétariat de Zurich a le plaisir d'accueillir Lukas Bürgi. Depuis cinq ans, il est actif au sein du GSSA. Lukas est très assidu et talentueux quand il s'agit de récolter des si-

gnatures ou de fabriquer des avions de combat. Mais ce n'est pas tout. Il nous a également impressionné-e-s par ses connaissances de cybersécurité, et son sens de la stratégie et de la coordination. Notre nouveau secrétaire est bien connu dans notre organisation. Compte tenu de tout le travail qu'il a déjà fourni dans les domaines de l'informatique et de notre visibilité

sur internet, nous sommes d'autant plus heureux-ses de pouvoir l'embaucher officiellement. En tant que membre actif, les groupes régionaux lui tiennent particulièrement à cœur. Il aura certainement quelques idées à nous proposer à ce sujet ces prochains temps. Nous sommes heureux-ses de t'accueillir dans l'équipe du secrétariat, Lukas !



Nadia Kuhn



Lukas Bürgi

### NOUS NOUS SOMMES TROMPÉ·E·S !

Dans le cadre d'un travail de séminaire sur les femmes et le service militaire obligatoire, je suis tombée sur le terme « taureau sacré » (« heiliger Muni » en allemand) dans un article de l'Organisation pour la cause des femmes (OFRA, anciennement appelée POCH-Frauen) datant du début des années 1980. Le « taureau sacré » désigne bien entendu l'armée. L'expression est apparue lors de la conférence « Aucun casque ne nous va » (« Wir passen unter keinen Helm » en allemand) organisé par des féministes radicales. C'est à ce moment-là que tout est devenu évident et je me suis demandé pourquoi donc le GSSA voulait abattre la « vache sacrée » à la fin des années 1980. L'armée est, aujourd'hui encore, l'une des institutions les plus patriarcales et hiérarchiques de ce pays, même Viola Amherd n'a pas encore réussi à changer cela. Il est donc tout à fait erroné de parler de l'armée comme d'une vache, celles et ceux d'entre vous qui ont déjà rencontré un taureau au cours d'une randonnée sauront de quoi je parle.

Je sais pertinemment que « vache sacrée » est une expression fixe. « Drama queen » en est une aussi, ce qui n'empêche personne de désigner des footballeurs qui simulent par ce biais. La prochaine fois que nous lançons une initiative pour abolir un petit peu plus l'armée, utilisons donc l'expression « abattre le taureau sacré » !

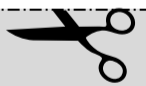
PS : Le caractère politiquement incorrect de la symbolique de l'abattage d'un animal constitue un tout autre sujet, qui demande toutefois toute notre attention.

### GREGOR, les histoires de l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures  
sur Facebook: [www.facebook.com/gregor.gewehr](https://www.facebook.com/gregor.gewehr)



## TALON DE COMMANDE



Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «If war is the answer...»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	blanc	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–	
	Jeu de cartes GSSA				Fr. 5.–	
	Kit de survie				Fr. 60.–	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.–	
	Couteau de poche «GSSA»				Fr. 25.–	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.–	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.–	
	<b>Frais de port</b>					<b>Fr. 4.80</b>
<b>Somme totale de la facture</b>						

Commande: **GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, [gssa@gssa.ch](mailto:gssa@gssa.ch)**

Nom

Prénom

Rue

No

NPA

Lieu

Tél.

E-mail